

DÉFENSE DE L'INFORMATION

APRÈS LA MANIFESTATION HISTORIQUE DU 18 JUIN, LE COMBAT CONTINUE !

Le jeudi 18 juin, nous étions plus de 1000 salariés des médias dans la rue au cœur de Paris, sans compter les rassemblements à Toulouse, Montpellier et Clermont-Ferrand. **Une manifestation historique et une affluence inédite**, preuve de la situation catastrophique dans laquelle se trouve le monde des médias.

Au cœur du cortège, nous avons refusé de laisser :

- Bolloré enterrer Prisma (presse magazine)
- le Crédit mutuel amputer Ebra (presse régionale)
- le milliardaire Bernard Arnault s'emparer du magazine Challenges, et l'affaiblir, tout en contrôlant l'essentiel de la presse économique
- Infopro Digital et Profession Santé remplacer des journalistes par des agents d'IA (presse spécialisée)
- l'Etat étrangler l'AFP (Agence France presse), France TV et Radio France (audiovisuel public)
- les pigistes se faire virer sans indemnités

Syndicats, associations, collectifs et clubs de la presse, nous étions, tous et toutes, mobilisés, car nous n'en pouvons plus des suppressions d'emplois qui dégradent l'information, des économies qui matraquent les conditions de travail, des pressions qui torpillent l'indépendance des journalistes, des menaces sur nos statuts, de l'intelligence artificielle utilisée pour détruire des métiers et menacer la démocratie...

Nous avons scandé notre attachement à des médias dont la fonction première doit être d'informer, d'éclairer le citoyen. Et cela vaut autant pour les médias associatifs, publics, privés, indépendants, propriétés de milliardaires ou de groupes bancaires.

Les représentants syndicaux SNJ, SNJ-CGT, Filpac-CGT, Cfdt-Journalistes, SGJ-FO, SNPEP-FO, ont porté leurs revendications au ministère de la Culture où la ministre, Catherine Pégard, avait laissé son fauteuil à son directeur de cabinet adjoint. Avec un conseiller IA et une représentante de la direction générale des médias et des industries culturelles, ils

ont écouté poliment les représentants des salariés des médias, mais sans apporter de réponse satisfaisante.

Ce jour-là, la ministre, elle, recevait le matin, le président du Crédit mutuel actionnaire du groupe Ebra, Daniel Baal. Tout un symbole !

Alors que l'avenir de la presse en France est menacé de déserts informationnels, de polarisation et de désinformation au profit de la propagande, d'extrême-droite entre autres, **la ministre de la Culture ne peut pas se cantonner à échanger avec les patrons de presse. Elle doit aussi écouter les journalistes et les travailleurs des médias.**

Depuis le 18 juin, de nouveaux plans d'économies et de licenciements ont été annoncés : 150 emplois en péril dans les locales de BFM, 61 postes visés par un plan social aux Echos et au Parisien, 400 dans les titres de presse quotidienne régionale du groupe Ebra...

Nous apportons tout notre soutien et notre force à celles et ceux qui sont actuellement en lutte dans leurs entreprises.

La mobilisation du 18 juin n'est qu'un début

Nous exigeons d'être reçus par la ministre de la Culture, ainsi que par les représentants des éditeurs de presse, écrite comme audiovisuelle, pour que cesse ce massacre. Enfin, trois ans après qu'il ait lancé, le 13 juillet 2023, des Etats généraux de l'information, dont les conclusions ont été enterrées, nous demandons à être reçus par le Président de la République.

L'intersyndicale des professionnels des médias donne rendez-vous à tous les salariés de ce secteur en septembre, où nous annoncerons un agenda d'actions pour l'automne. Alors que **la rentrée sera marquée par l'entrée « dans le dur » des négociations de nombreux PSE, une mobilisation massive sera plus que nécessaire.** Nous vous souhaitons de pouvoir recharger les batteries cet été, afin de repartir vaillants, pour défiler, témoigner, négocier, résister ! ■

RENDEZ-VOUS EN SEPTEMBRE POUR DE NOUVELLES ACTIONS ET MOBILISATIONS DE LA PROFESSION